

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Que-faire-des-banques>



Que faire des banques ?

- Menu de tête - Agenda -



Date de mise en ligne : mardi 15 mai 2018

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

[<http://www.econospheres.domainepublic.net/IMG/jpg/conf-banques-ulg-22-05-2.jpg>]

Suite à l'explosion de la crise, banquiers, financiers et politiques annonçaient une grande moralisation du système financier et bancaire. Nicolas Sarkozy en septembre 2008 proposait même une restructuration de grande ampleur de tout le secteur bancaire mondial. Rien de tout ça n'a eu lieu, pis encore, les banques s'amuse à poursuivre juridiquement toute personne protestant contre leurs méfaits.

Au-delà de l'impact significatif sur les finances publiques, il importe avant tout de pointer les coûts sociaux causés par la crise et surtout la gestion qui en a été faite. L'augmentation de la dette publique qui a suivi les sauvetages bancaires a ensuite été utilisée comme prétexte pour justifier des mesures d'austérité et des réformes structurelles toujours en cours aujourd'hui. Ces mesures touchent le droit du travail, le secteur de la santé, les pensions, le chômage, mais concernant les banques c'est le néant !

C'est pourquoi au CADTM, nous proposons des mesures radicales pour rendre les banques au service de la population : réduire leur taille, simplifier leur fonctionnement et les reconnecter au réel, interdire la spéculation ou encore socialiser le secteur bancaire dans son ensemble.

La socialisation du secteur bancaire permettrait de soustraire les citoyens et les pouvoirs publics à l'emprise des marchés financiers tout en se réappropriant les choix de financement, et rediriger l'activité bancaire vers son objectif initial, l'intérêt général.

Pour en débattre, rendez-vous le mardi 22 mai 2018 à 19h à l'uLiège, Salle Lumière, place du 20 août à Liège, en présence de Jeanne Chevalier (responsable du livret Banques de la France Insoumise) et d'Éric Toussaint (porte-parole du CADTM International).

Prix libre

Soirée soutenue par Attac Liège, la CNE, le GRESEA, le CEPAG, Financité et ACiDe Liège.